

# préface

Il y a bien des facettes à la crise économique multiforme, changeante et persistante à la fois qui obscurcit les perspectives des pays développés sans presque discontinuer depuis plus de 30 ans. S'il faut n'en retenir qu'un signe, c'est le chômage qui vient en premier, devant la pauvreté, les inégalités ou le délitement du lien social, perçus comme autant de conséquences de ce fait premier et massif qu'est la privation d'emploi. Pour tout un chacun, la crise, c'est d'abord, avec hélas de très bonnes raisons, le manque et la destruction d'emplois.

Aussi la croissance est-elle moins aujourd'hui dans nos attentes source de progrès matériel que de création d'emplois, car c'est l'emploi qui est tenu, à tort ou à raison, pour fondement légitime du lien social, condition nécessaire de la dignité, de la liberté et de la reconnaissance par autrui, garant enfin de la protection sociale. Parce que la crise économique a pour effet de détruire des emplois, elle est aussi sociale, car destructrice de lien. Cependant, le rapport complexe qu'entretiennent crise et emploi ne s'arrête pas à cette simple relation de causalité, et l'ambition de cet ouvrage est d'en explorer les multiples dimensions.

La première est quantitative et globale. Les économistes l'appréhendent à l'aide d'une relation comptable qui a le mérite de la simplicité, mais aussi ses limites. Pour que le nombre d'emplois offerts augmente, il faut dans une économie marchande que le produit croisse plus vite que la productivité du travail. Il existe en conséquence un seuil critique au-dessus duquel l'accroissement du produit social cesse de détruire des emplois pour en créer. Dès lors la cause est entendue : pour réduire le chômage, il suffirait de porter le taux de croissance au-dessus de ce seuil fatidique. Qu'il convienne pour cela d'élargir les débouchés, de réduire les coûts, de libérer la concurrence, de réguler les marchés, de stimuler la recherche et l'innovation est un autre débat, qui porte sur les moyens, non sur la fin.

Logique trop simple pourtant : derrière son imparable évidence comptable la relation croissance-emploi cache un mystère. Car qu'est-ce que la productivité du travail sinon le quotient du produit par l'emploi ? À ce compte, l'équation n'est jamais prise en défaut, mais on n'a pas expliqué grand chose. Pourquoi la productivité n'a-t-elle cessé de ralentir en Europe occidentale après les sommets atteints durant les Trente Glorieuses, en dépit de changements techniques et organisationnels dont on postule à toute occasion l'accélération ? Est-on sûr de bien mesurer les termes de la relation ? Il n'y a guère de risque

de se tromper sur l'emploi, à moins de prêter à l'économie souterraine une ampleur peu plausible. Il y en a plus en revanche de mal mesurer la richesse créée dans des économies où l'immatériel mobilise désormais les trois quarts du travail social, cela seul pouvant suffire à sous-estimer sa productivité. Autre objection, plus circonstancielle : pourquoi les suppressions d'emploi consécutives à la crise financière de 2008-2009 ont-elles été moins drastiques en Europe que le laissait craindre la profondeur de la récession ? Comment expliquer que se soient alors superposées, dans des proportions d'ailleurs fort variables d'un pays à l'autre, deux logiques *a priori* antinomiques : ajustement brutal de l'emploi à la récession d'un côté, rétention de la main d'œuvre dans l'attente de jours meilleurs de l'autre ? La relation croissance-emploi garde ses mystères ; si la crise détruit immanquablement des emplois, c'est dans des proportions, sous des formes et selon des logiques variables, mal prévisibles, et qui restent à bien des égards à éclaircir.

D'autant qu'en s'en tenant aux grands agrégats (l'emploi total, à la rigueur décliné par grands statuts ou secteurs d'activité), la macroéconomie ignore d'autres aspects, non moins dignes d'intérêt, de la relation crise-emploi. Pour résumer, là comme ailleurs la récession redistribue puissamment les cartes, ou plutôt les risques. Du fait de l'inégale exposition des secteurs et des entreprises aux turbulences des marchés, le chômage frappe inégalement les travailleurs selon l'âge, le genre, la qualification. S'il existe des constantes, comme la sensibilité particulière du chômage des jeunes aux cycles ou la vulnérabilité des travailleurs masculins aux restructurations industrielles, les récessions qui se succèdent ne se ressemblent pas en tous points. Plusieurs des chapitres qui suivent montrent comment la crise engendre de nouvelles inégalités dans la distribution des risques de chômage, qui témoignent de changements plus longs et profonds de la division sociale et familiale du travail selon l'âge, le genre ou le métier. La capacité des personnes à vivre dignement de leur travail demeure très inégalement répartie, et la crise creuse et renouvelle sans cesse ces inégalités.

Aussi ce livre accorde-t-il une attention particulière à cette autre dimension, trop souvent négligée des macroéconomistes, qui met en regard récession et qualité des emplois. Ici encore la crise ne frappe pas au hasard et ne détruit pas n'importe quels emplois ; la question est de savoir si en remodelant leur structure elle affecte dans un sens ou l'autre leurs qualités, entendues ici comme les attributs qui à chaque poste associent sa part de peine, de risque, de subordination, de bien-être, de sécurité, de liberté ou d'espérance. La réponse mérite précaution car elle peut fortement différer entre court et long terme. La récession peut paradoxalement améliorer pour un temps la qualité moyenne de l'emploi en détruisant par priorité les postes moins qualifiés ; rien ne garantit que cet effet persiste à plus longue échéance si la reprise crée en majorité de « mauvais » emplois. En bref, l'optimisme du modèle schumpétérien de « destruction créatrice » reste à vérifier sous cet angle pour la période contemporaine, et il semble bien que les cycles successifs des 30 dernières années ont plutôt conduit à polariser l'emploi entre bons et mauvais postes qu'à améliorer continuellement sa qualité, ou encore que la menace prolongée du chômage et de la précarité a fait reculer la norme de l'emploi acceptable pour les travailleurs les moins armés face au marché.

Si bien qu'il faut s'interroger sur le sens de la causalité. Dans l'approche usuelle, la crise est la cause, la destruction et la dégradation des emplois l'effet, dans tous les cas l'emploi la victime désignée. Elle mérite pourtant d'être sinon renversée, à tout le moins envisagée dans sa réciprocity, ainsi que le suggère cette partie de l'ouvrage qui s'intéresse aux réponses des politiques publiques. Dès l'installation du chômage de masse, ce qu'il est convenu d'appeler la politique de l'emploi s'est signalée non par l'usage des instruments macroéconomiques de relance et de développement, mais par la multiplication de dispositifs qui soit ménagent des positions alternatives à l'emploi marchand (formation, reclassement, préretraite, emplois d'intérêt collectif, etc.), soit modifient ses attributs (coût salarial, terme du contrat, temps de travail, accès à la formation) en vue d'accroître les embauches à croissance donnée ou de mieux répartir le risque de chômage entre actifs. Autant de mesures valant reconnaissance implicite – avant même que la thèse ne trouve sa légitimation académique dans la théorie contemporaine du chômage structurel – que l'emploi serait à l'origine de sa propre crise, et plus largement du ralentissement prolongé de la croissance. L'emploi est entendu ici comme état professionnel, statut salarial organisé par les institutions du marché du travail: droit du licenciement, protection sociale, indemnisation du chômage, salaire minimum, négociation collective, etc. Autant de distorsions au regard de l'idéal type d'un marché du travail concurrentiel, censé seul à même d'assurer le plein emploi de la main-d'œuvre dans des économies largement ouvertes à la circulation des marchandises et des capitaux. L'emploi non plus victime mais fauteur de crise: c'est le diagnostic au fondement de la « réforme structurelle » des marchés du travail, qui fournit leur modèle aux politiques d'emploi partout dans le monde, et à la stratégie européenne en particulier.

Ce diagnostic est vrai non sans controverses, résistances et contradictions qui conduisent à chercher dans la « flexisécurité » un hypothétique compromis entre concurrence et protection, censé attacher la sécurité professionnelle non plus à l'emploi mais à la recherche d'emploi. Tout n'est certes pas aussi simple dans la pratique de l'action publique: ses réponses sont multiples, variées et souvent ambiguës, y compris à l'intérieur des frontières nationales, comme si elle hésitait entre maintenir et concéder, protéger ou exposer. L'étonnant dans la crise financière de 2008-2009 est de ce point de vue qu'elle n'ait pas véritablement ébranlé le dogme de la réforme structurelle: après une première phase où pour parer au plus pressé indemnisation et chômage partiel ont été largement mobilisés dans la tourmente, non sans d'ailleurs de fortes variations nationales, la transformation de la dette bancaire en dette souveraine s'est accompagnée du retour en force des remèdes structurels, désormais promus par les institutions financières internationales, contrepartie obligée du renflouement des états.

Tout se passe comme s'il n'y avait pour les vieux pays industriels d'autre salut désormais face à leurs concurrents émergents que de renoncer pour une bonne part à un statut salarial durement conquis. C'est dit-on le prix à payer pour que l'Europe conserve son modèle social, mais que restera-t-il dudit modèle après la réforme? La mondialisation doit-elle conduire sans discussion à l'alignement sur le moins-disant? La compétitivité est-elle la seule mesure de ce qu'est et doit être un emploi décent? Et la

concurrence le seul moyen de s'en donner une norme commune ? N'y a-t-il d'autre choix qu'entre quantité et qualité des emplois ? Quel est le régime de croissance compatible avec le paradigme de la flexisécurité, comme l'a été celui du contrat de travail « typique » avec le régime d'accumulation fordiste ? Autant de questions qui courent au long de cet ouvrage, tout en restant à peu près ignorées de l'actuelle *doxa* de l'économie du travail. Comme si les liens pourtant clairement établis entre montée des inégalités, de la précarité, surendettement des ménages et crise financière n'avaient aucunement servi de leçon, l'emploi flexible continue sans autre examen d'être vanté comme l'unique avenir de l'emploi, sans que se dessinent en contrepartie des garanties probantes pour les salariés en transition. Lâcher la proie pour l'ombre : plus que jamais la crise sert d'argument majeur à une injonction qui, à défaut d'être plus convaincante, se fait aujourd'hui pressante.

Les textes qui suivent n'offrent pas d'issue miracle. Mais ils appellent à réfléchir à deux fois avant de se rendre à de douteuses évidences.

**Jean-Louis Dayan**

*Directeur du Centre d'études de l'emploi*